
« Solutions Fondées sur la Nature » et le Contrôle Territorial des Entreprises: un consensus forgé

Partant du discours de la durabilité, par le biais d'investissements dans les soi-disant « Solutions Fondées Sur la Nature » afin de compenser l'extraction en continu, le secteur minier cherche à se légitimer et à étendre ses frontières d'accumulation et de contrôle territorial. Les exemples de Vale et de BHP Billiton.

Ce n'est une nouveauté pour personne que l'appropriation de la question environnementale par les États et par le monde de l'entreprise ait abouti à l'invention de concepts en apparence bénins, se réclamant des meilleures intentions, mais ayant pour fonction précise de servir les intérêts des entreprises et de justifier leurs interventions et le contrôle des territoires dans les pays du Sud Global. Les experts du Nord Global, quant à eux, s'ils mettent en avant sur la question environnementale un savoir hégémonique qu'ils déclarent neutre et universel, une fois agencés aux intérêts privés et politiques du Nord et du Sud, ils viennent en fait diffuser une manière particulière de percevoir « la nature ». C'est ce même savoir hégémonique qui vient établir quel est le problème, ce qu'il faut faire pour le résoudre et quels sont les responsables. Ce discours sur une nature extérieure, indomptable ou incontrôlable qui exige le savoir de spécialistes pour la maîtriser, a pour effet des politiques fondées sur la logique du marché et sur la possibilité de compensation des émissions et de la destruction.

C'est dans ce contexte, également caractérisé par l'absence d'engagements autour de la nécessité d'interrompre l'expansion de l'industrie extractive, dont on sait depuis toujours qu'elle produit non seulement des émissions de Co2, mais aussi des crimes environnementaux et des violations des droits de l'homme, que surgit la notion de « Solutions Fondées Sur la Nature » (SBN). Les principaux intéressés, qui disposent du cadre législatif, financier et idéologique de l'État sont les grandes compagnies pétrolières comme Shell, Chevron BP, Petrobras, et les compagnies minières comme BHP Billiton, Rio Tinto, Glencore et Vale.

Concept fréquemment utilisé par différents acteurs avec des significations distinctes, incluant des propositions allant des mécanismes de Réduction des Émissions Dues à la Déforestation et à la Dégradation Forestière (REDD +) jusqu'à la technologie de capture et de stockage du carbone et à d'autres géo-ingénieries (1), la notion de SBN a été introduite dans le « vocabulaire environnemental » en 2016 par l'organisation conservatrice, Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN). Elle a fait du chemin jusqu'à être incorporée dans le langage de diverses organisations et conventions des Nations Unies. L'accord de Paris de 2015, par exemple, qui ne fixe pas d'objectif de réduction d'émissions notamment pour les secteurs de l'énergie et des transports, prévoit la possibilité d'assurer « l'équilibre entre les émissions anthropiques et leur absorption par les puits de carbone (...) » dans la seconde moitié de ce siècle (2). Ce langage a donné naissance au concept de « zéro émission nette », affirmant que la capture de carbone sera en mesure de compenser les émissions des combustibles fossiles.

En 2012, la Société Financière Internationale (SFI), branche de la Banque Mondiale consacrée au

secteur privé, a introduit l'utilisation de la compensation pour assurer le *no net loss* (pas de perte nette) de la biodiversité. Depuis lors, l'institution encourage la compensation de la perte de biodiversité, qui «non seulement peut, mais doit résulter en un impact net positif». Pour ce faire, l'argument présenté est que la compensation de la biodiversité - résultats mesurables de conservation, d'actions conçues pour compenser les impacts négatifs significatifs des projets sur la biodiversité - doit suivre le principe de l'«équivalent ou meilleur». Les compensations doivent maintenir les mêmes valeurs de biodiversité que celles impactées par le projet (3). Comme si cela était possible ...

Appropriation par l'Entreprise: le cas de l'exploitation minière

Outre les compagnies pétrolières, un secteur d'exploitation cherchant à légitimer et à étendre ses frontières d'accumulation et de contrôle territorial par le biais d'un discours de durabilité et qui mérite d'être mis en évidence dans cette discussion est celui de l'exploitation minière. Que cette industrie augmente ses investissements dans les prétendues SBN afin de compenser l'extraction continue des «ressources naturelles» n'échappe pas à l'observation. Vale, la deuxième plus grande société minière au monde (derrière seulement BHP Billiton) et leader dans la production de minerai de fer, s'est engagée, par exemple, à investir au moins 2 milliards de dollars pour réduire les émissions de carbone de l'entreprise en 33% d'ici 2030, dans le cadre de son engagement à devenir « neutre en carbone » jusqu'à 2050, et à rechercher l'Impact Net Neutre (*No Net Loss*) sur la biodiversité à long terme. Être «neutre en carbone» signifie calculer le total des émissions, en réduire une partie et équilibrer le reste des émissions à travers des projets de compensation (4).

Ces actions, lorsqu'elles sont utilisées pour affirmer qu'elles compensent les impacts négatifs des activités d'extraction, d'exploitation et de transport minier, apparaissent comme une pièce fondamentale de la stratégie de légitimation de Vale. «Nous protégeons et aidons à protéger une aire presque 6 fois plus importante que l'aire occupée par nos opérations» affirme le géant, selon lequel, "Vale, tout en exploitant la plus grande mine de minerai de fer au monde, protège la forêt Amazonienne depuis des décennies». La compagnie prétend que si la quasi-totalité de la superficie autour de ses opérations de la mine de Carajás au Pará aurait été déboisée au cours des 30 dernières années, seule l'aire que Vale «aide à protéger» serait restée intacte. Cette même Vale a déjà été dénoncée pour avoir déclenché des conflits dans plusieurs pays comme la Malaisie, le Mozambique, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, l'Argentine, la Colombie, le Pérou et le Canada (5). Au Brésil, en plus de projets conflictuels tels que le programme Grande Carajás dans les États du Pará et du Maranhão (la forêt amazonienne qu'elle prétend protéger), l'entreprise est responsable de la rupture du barrage de Mina do Feijão à Brumadinho, trois ans après l'effondrement du barrage Fundão qui a détruit, au Brésil, une superficie équivalente au Portugal.

Le barrage Fundão appartient à la société minière Samarco, dont Vale est l'une des propriétaires, en partenariat avec BHP Billiton. Nous sommes à cinq ans de la catastrophe et aucune des actions de réparation visant le groupe affecté - composé d'agriculteurs, de lavandières, d'artisans, de pêcheurs et de pêcheuses et de petits commerçants - n'a été conclue, ni encore moins l'environnement n'a été restauré. La catastrophe a tué 19 personnes et a détruit la source de production et de reproduction de près de deux millions de personnes vivant le long du Bassin du Rio Doce, touchées par les 43,8 millions de mètres cubes de rebuts de minerai de fer dans les 39 municipalités atteintes à Minas Gerais et à l'Espírito Santo. Le crime est également teinté de racisme environnemental car, tout comme les projets de développement, il a frappé de manière inégale la population noire de la région: dans le district de Bento Rodrigues, notamment, qui a été la zone la plus touchée par les déchets, 84,3% de la population est noire. Les responsables sont jugés en liberté et ne sont pas accusés d'homicide. Pour aggraver encore plus la situation, la BHP a été acquittée dans son pays d'origine,

l'Angleterre, d'une plainte pénale collective incluant environ 200 mille individus, en plus de mairies, de petites entreprises et de la communauté indigène Krenak. Le juge a considéré que l'action était «abusive» et qu'il n'y avait pas de juridiction pour que l'affaire soit jugée en Angleterre. (6)

Abusif, en réalité, c'est le fait que la BHP fasse également des profits sur la création du marché des SBN. Depuis 2016, la BHP crée des produits partant de l'incorporation de justifications prétendument environnementales, lorsque, en partenariat avec Conservation International (7), elle a développé des titres forestiers - émis pour la première fois par la SFI - à hauteur de 152 millions de dollars pour financer des projets REDD et a soutenu un projet REDD 2008 géré par Conservation International (CI) au Pérou. Le projet Alto Mayo, englobant des communautés de plus de 5000 personnes, a été dénoncé pour colonisation de carbone, délégitimant et violant les modes de vie traditionnels de ces communautés qui dépendent du territoire où se trouve la «forêt debout» qui «intacte» génère du carbone et des possibilités de compensation rentables. (8) Plus récemment, CI et BHP ont créé l'initiative *Finance for Forests* (F4f) pour développer ce genre d'investissements, impliquant les plus grands déprédateurs et pollueurs: les industries pétrolière et gazière, minière et aéronautique.

BHP participe également de l'initiative *Markets for Natural Climate Solutions* (NCS) dirigée par l'Association Internationale pour l'Échange des Droits d'Émissions (IETA) qui comprend Chevron, BP, Shell, entre autres. Pour ces entreprises, les SBN sont «l'un des moyens les plus économiques de gérer le Co2» et d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. Cependant, ils sont également un moyen d'étendre la puissance et la portée des marchés du carbone déjà si problématiques.

SBN: pour que rien ne change réellement

Avec ces initiatives, les entreprises répandent l'idée que leurs activités sont responsables de la protection et de la création de la biodiversité, et non de sa destruction. Elles ont pour but de faire passer l'idée que le capitalisme extractif ne serait pas la cause du problème environnemental, mais plutôt sa solution. En affirmant la possibilité de compenser ces dommages historiques avec des technologies et des pratiques dangereuses, coûteuses et impactantes, non seulement elles cachent la racine des problèmes, les conflits, les crimes et les violations des droits de l'homme subis par les communautés dont les territoires sont l'objet de leur l'ingérence, mais elles augmentent également leur présence économique, politique et culturelle déjà forte et se légitiment devant la société. Cela signifie élargir et approfondir l'accaparement illégal et l'appropriation privée de terres et de territoires, la violation de la sécurité et de la souveraineté alimentaire des communautés et des peuples qui vivent et survivent de leurs relations avec leurs territoires.

Les SBN présupposent la construction de l'idée de consensus: nous sommes tous responsables de la crise environnementale, et avec ce «tous», personne ne l'est vraiment. «L'éco-consensus techno-managérial soutient que nous devons changer radicalement, mais sans dépasser le cadre de la situation actuelle [...] pour que rien ne doive changer réellement» dans le système capitaliste (9). Les problèmes ne sont pas résolus, mais déplacés ailleurs. Ainsi, le discours de durabilité dans l'utilisation des ressources naturelles est repris, promouvant l'image d'un secteur privé impliqué et engagé dans la lutte contre le changement climatique et contre la pauvreté. Le recentrage exclusif de la politique environnementale sur des notions telles que « neutre en carbone » ou « zéro émission ou impact nets », basées sur la logique de compensation désormais remaniée publicitairement à partir de l'idée que "notre solution est dans la nature", représente une perception réductrice et dépolitisée de la problématique environnementale. Solution à quoi et pour qui? Et de quelle nature parle-t-on?

Faisant de la mensuration, de la comptabilisation et des adaptations technologiques des fins en soi, ces processus représentent pour le capitalisme une nouvelle occasion de s'approprier des discours

critiques au système - dans ce cas précis, de la destruction environnementale – tout en gérant de nouvelles sources d'accumulation et de légitimation. Ce sont des processus conçus et mis en œuvre par un éventail de forces qui implique des groupes scientifiques, l'univers des entreprises privées, les gouvernements, les grandes organisations conservationnistes, les institutions financières multilatérales, les conventions et les agences des Nations Unies telles que la CCNUCC et la CDB. La stratégie aujourd'hui n'est plus de nier le caractère impactant de l'extraction industrielle, mais de la reconnaître, en affirmant la possibilité d'une compensation pour être aux premières loges dans la course aux «ressources environnementales».

Il est clair, nonobstant, qu'il n'est pas possible de compenser les impacts négatifs du capitalisme extractif. Même si c'était le cas, il n'y a pas suffisamment de terres sur la planète qui puissent correspondre au nombre de projets proposés. Ces terres, ces territoires, sont déjà occupés. Il n'est pas possible d'amplifier, d'un côté, la production de combustibles fossiles et la minière, d'augmenter la productivité de l'agro-industrie, et de l'autre, utiliser ces secteurs pour lutter contre le changement climatique ou assurer la protection de l'environnement. Ce que nous voyons dans la pratique, c'est la poursuite de la priorisation du modèle extractif, la pérennisation de la logique d'extraction-exportation de *commodities*, la colonialité et la néocolonialité, le racisme et le patriarcat, qui se traduisent par l'expropriation des corps-territoires et des peuples traditionnels, indigènes et paysans, en particulier dans les pays du Sud Global. Un processus qui génère de nouvelles configurations territoriales pour permettre l'intervention, l'appropriation et l'utilisation des territoires.

Par conséquent, il est nécessaire de réfléchir aux problèmes suivants: Quels sont les effets concrets de ces processus sur les territoires, les modes de vie et la façon dont nous percevons et nous mettons en relation avec l'environnement? Quels problèmes essayons-nous vraiment de résoudre lorsque nous parlons de «Solutions Fondées sur la Nature»? De l'environnement de la communauté, des populations et des peuples qui le protègent réellement et qui nous montrent qu'un autre mode de vie, non capitaliste, est possible; ou de l'environnement des affaires, de la mort et de la destruction? L'actuelle pandémie du coronavirus est un élément de plus pour nous aider à y répondre...

Fabrina Furtado

Professeur au Département de Développement, Agriculture et Société (DDAS) et au Programme de 3^{ème} Cycle de Sciences Sociales du Développement, de l'Agriculture et de la Société (CPDA) de l'Université Fédérale Rurale de Rio de Janeiro (UFRRJ)

(1) Pour plus d'informations, veuillez consulter: <https://www.geoengineeringmonitor.org/technologies/>

(2) CCNUCC. [Accord de Paris. 2015](#). Accès en déc. 2020, p.5

(3) IFC. [Note d'orientation 6 de la Société Financière Internationale: Conservation de la biodiversité et Gestion Durable des Ressources Naturelles Vivantes](#). 2019.

(4) VALE. [Durabilité. Neutre en carbone. 2020](#). Consulté en nov. 2020.

(5) [Coordination des personnes affectées par la Vale. Rapport sur la non-durabilité 2015](#). Accès en mars 2021.

(6) Pour plus d'informations, voir [le Mouvement des Personnes Affectées par les Barrages](#).

(7) CI. [Conservation International - BP Alliance](#). 2021. Accès en mars. 2021.

(8) Pour plus d'informations, voir REDD-Monitor ; [Carbon colonialism in the Alto Mayo REDD project in Peru. Une interview avec Lauren Gifford sur Earth Watch](#).

(9) SWYNGEDOUW, Erik. Apocalypse Forever? Post-political Populism and the Spectre of Climate Change. *Theory, Culture & Society*. SAGE, Los Angeles, London, New Delhi et Singapour. Vol. 27, n. 2–3, 2010. p. 213–232, p.3

